

Italie-France/Diplomatie

# Aquarius : Rome annule une rencontre à Paris et veut des excuses de Paris

AFP  
Rome/Italie

*L'escalade entre les deux capitales pourrait conduire à l'annulation d'une autre rencontre, celle entre les dirigeants français et italien demain à Paris.*

LA crise entre la France et l'Italie sur les migrants de l'Aquarius s'est aggravée hier, avec l'annulation d'un rendez-vous ministériel prévu à Paris, Rome exigeant des excuses de la France après des propos jugés "inadmissibles" et menaçant d'annuler une rencontre entre les dirigeants des deux pays demain. Le ministre italien des Finances Giovanni Tria a préféré rester à Rome plutôt que de rencontrer comme prévu hier son homologue français Bruno Le Maire, qui a dit "regretter" cette décision. Objet de cette annulation au pied levé : la polémique déclenchée entre les deux pays après des déclarations du président français Emmanuel Macron, déplorant le refus italien d'accueillir les 629 migrants embarqués sur le navire humanitaire Aquarius. Après 72 heures de crise en pleine Méditerranée, l'Aquarius a commencé sa longue traversée mardi soir vers l'Espagne, qui a accepté de

lui ouvrir le port de Valence, où il devrait arriver en fin de semaine.

Devant le refus de l'Italie de lui ouvrir ses ports, le président Macron avait dénoncé mardi "la part de cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien". Des propos très mal reçus à Rome : homme fort du gouvernement italien et patron de la Ligue (extrême droite), le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini a immédiatement réclamé des excuses de la France.

Faute de quoi, a-t-il menacé, il vaudra mieux annuler, aussi, la rencontre prévue demain à Paris entre Emmanuel Macron et le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte : "Si les excuses officielles n'arrivent pas, le Premier ministre Conte fera une bonne chose en n'allant pas en France".

Presque au même moment, la numéro deux de l'ambassade de France à Rome Claire Anne Raulin était convoquée au ministère italien des Affaires étrangères, en lieu et place de l'ambassadeur Christian Masset, absent. C'est la deuxième convocation de ce genre, un événement inédit dans les relations de pays pourtant très proches, après un incident fin mars déjà lié à la crise migratoire.

Le ministre des Affaires étrangères Enzo Moavero Milanesi, qui a personnellement reçu Mme Raulin, a souligné devant elle le ca-



Photo : AFP

L'escalade entre les deux pays fait peser une menace sur la rencontre demain entre le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre italien, Giuseppe Conte (ici au G7 au Canada le 9 juin).

ractère "inacceptable" des déclarations faites à Paris après le refus italien d'accueillir l'Aquarius.

Giuseppe Conte avait dès mardi réagi aux propos de M. Macron : "L'Italie ne peut accepter de leçons hypocrites de pays ayant préféré détourner la tête en matière d'immigration".

**"TONS INJUSTIFIABLES"** • "De telles déclarations compromettent les relations entre l'Italie et la France" et "les tons utilisés sont injustifiables", a renchéri hier M. Moavero.

La France doit passer "de la parole aux actes" après s'être engagée à accueillir des migrants en provenance de la péninsule, ce qu'elle n'a toujours pas fait, a affirmé M. Salvini.

Face à ces tensions, Paris a tenté de calmer le jeu : la France est "attachée au dia-

logue et à la coopération" avec l'Italie sur la gestion de la crise migratoire, a affirmé hier un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. "Nous sommes parfaitement conscients de la charge que la pression migratoire fait peser sur l'Italie et des efforts que ce pays fournit. Aucun des propos tenus par les autorités françaises n'a bien entendu remis cela en cause".

L'escalade entre les deux pays intervient avant un Conseil européen crucial les 28 et 29 juin, qui doit porter en particulier sur la question des migrants, et que devaient justement préparer MM. Macron et Conte demain à Paris.

M. Conte est toujours officiellement attendu dans la capitale française, mais "des jours de rapprochement et de super travail des ambas-

sades sont maintenant en danger", a averti hier le quotidien La Repubblica, proche de la gauche.

Parallèlement à la dégradation des rapports avec Paris s'esquisse un nouvel "axe dans la lutte contre l'immigration illégale" entre l'Autriche, l'Italie et l'Allemagne, officialisé hier par le chancelier autrichien Sebastian Kurz : "Je suis heureux de la bonne coopération que nous voulons bâtir entre Rome, Vienne et Berlin" dans ce domaine, a-t-il affirmé hier à Berlin.

L'Italie accuse régulièrement ses partenaires européens, à commencer par la France, de la laisser seule face à la crise migratoire et aux 700 000 migrants qui ont débarqué sur ses côtes depuis 2013.

"La France repousse quotidiennement les migrants à Vintimille", sur la frontière franco-italienne, a rappelé le vice-Premier ministre italien Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème). Les autorités italiennes sont d'autant plus amères que les arrivées sont loin de se tarir, en dépit de la fermeté affichée par M. Salvini face à l'Aquarius.

Hier, un navire italien transportant plus de 900 migrants est arrivé dans le port de Catane, en Sicile, au lendemain du départ pour l'Espagne de l'Aquarius.

L'Afrique en bref

• Guinée Equatoriale / Politique. L'opposition pose ses conditions au dialogue

Les deux principaux partis politiques d'opposition en Guinée équatoriale ont posé des conditions à leur participation au dialogue politique convoqué lundi par le pouvoir en place, ont-ils indiqué hier à l'AFP.

• RD Congo/Conflit. 82 personnes tuées au Kivu en mai

Quatre-vingt-deux personnes ont été tuées et soixante-seize autres enlevées ou kidnappées au cours du mois de mai dans les provinces troubles du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, selon un rapport paru hier.

• Zimbabwe/Politique. Le beau-fils de Mugabe menacé d'expulsion

Un des beaux-fils de l'ancien président du Zimbabwe Robert Mugabe est menacé d'être expulsé d'une propriété d'Harare pour des arriérés de paiement de loyer de plus de trois ans, selon une plainte dont l'AFP a pris connaissance hier.

A travers le monde

• Allemagne/Politique. Zone euro : Merkel critiquée par son chef de la diplomatie

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a exhorté hier son pays à cesser d'être "avare" dans les discussions sur les réformes en Europe, dans une critique indirecte contre la prudence budgétaire d'Angela Merkel.

• Mexique/Présidentielle. Les candidats s'accusent mutuellement

Les quatre candidats à l'élection présidentielle mexicaine se sont mutuellement accusés de corruption mardi lors de leur ultime débat télévisé avant le scrutin du 1er juillet.

• Yémen/Conflit. Offensive des forces anti-rebelles sur un port stratégique

Des forces progouvernementales, appuyées par les Emiratis et les Saoudiens, ont lancé hier leur offensive sur le port stratégique de Hodeida (ouest), avec l'objectif d'en chasser les rebelles Houthis et de modifier le rapport de force dans le conflit qui ravage le Yémen.

Togo/Politique

# La justice appelle à des législatives avant fin 2018

AFP  
Lomé/Togo

*Le processus électoral a pris du retard en raison de la crise politique qui secoue le pays depuis près d'un an.*

LA Cour constitutionnelle du Togo a appelé le gouver-

nement et la commission électorale à organiser des élections législatives d'ici la fin de l'année, comme prévu par la Constitution, alors que le dialogue politique censé sortir le pays de la crise qu'il traverse depuis un an s'enlise.

"La Cour constate que le processus accuse du retard par rapport au délai constitutionnel", selon un communi-

qué lu à la télévision nationale mardi soir, précisant que les législatives doivent avoir lieu dans les 30 jours précédant l'expiration du mandat des députés, soit le 19 août.

La juridiction suprême a donc demandé à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et au gouvernement de "prendre les dispositions qui s'impo-

sent pour organiser les élections législatives avant la fin de l'année 2018".

Au Togo, le corps électoral est convoqué par le gouvernement sur proposition de la Céni, chargée d'organiser et de superviser les élections. Mais le processus a pris du retard en raison de la crise politique qui secoue le pays depuis près d'un an.

Depuis septembre, des dizaines de milliers de Togolais sont descendus à plusieurs reprises dans les rues à l'appel de la coalition de l'opposition pour réclamer le départ du président Faure Gnassingbé et l'application de la Constitution de 1992 qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Le président Gnassingbé, qui a succédé à son père après 38 ans à la tête du pays, est au pouvoir depuis 2005 et a été réélu depuis dans des scrutins contestés par l'opposition. Entamées le 19 février sous l'égide du président ghanéen, les discussions entre le gouvernement et l'opposition ont été interrompues

fin mars après trois rencontres, et une nouvelle feuille de route doit être établie pour reprendre le dialogue. Les pourparlers achoppent sur la question du "retour à la Constitution de 1992", c'est-à-dire autour de la candidature de Faure Gnassingbé en 2020.

L'opposition a dénoncé hier cette sortie de la Cour constitutionnelle, n'ayant pas encore désigné ses représentants à la Céni, car elle estime que sa composition doit être rééquilibrée dans le cadre des réformes institutionnelles prévues par le dialogue.

"La Cour constitutionnelle prouve une fois encore son allégeance à l'exécutif. Elle ne tient aucun compte des efforts que font les Togolais en acceptant le dialogue politique", a réagi Nathaniel Olympio, président du Parti des Togolais et membre de la coalition de l'opposition. "Le président de la Cour a failli à sa mission de garant de la Constitution", a-t-il déclaré à l'AFP.

C'est arrivé...

## Un aigle royal dressé par l'armée attaque une fillette par erreur

UN aigle royal entraîné par l'armée française pour attaquer des drones a fondu en piqué sur une fillette dans les Pyrénées et l'a blessée d'un coup de serre en avril, a annoncé vendredi dernier un porte-parole de l'armée de l'Air.

« Les faits remontent au 17 avril, pendant les vacances scolaires, dans les Pyrénées, dans le cadre d'un entraînement en "vol libre" d'un de nos aigles (...) C'est une bête sauvage. L'aigle a été attiré par un gilet autour de la taille de la fillette, qu'il a pris pour un drone. Elle a eu une griffure dans le bas du dos », a expliqué le colonel Olivier

Celo.

"Le commandant de la base aérienne de Mont-de-Marsan", dans le département des Landes (sud-ouest), où l'aigle est entraîné dans le cadre d'un programme expérimental, "a contacté la mère de la fillette", a ajouté le porte-parole.

Le rapace ne volait pas dans le cadre d'un entraînement antidrone mais était en train d'évoluer au-dessus de la commune de Musculdy (Pyrénées Atlantiques) "dans son espace naturel, la montagne, afin de conserver sa musculature", a poursuivi le colonel Celo.

... à Musculdy (France)

Photo : AFP